















Institut Mines-Télécom
19 place Marguerite Perey
CS 20031
91123 Palaiseau Cedex

Acquisition d'une solution de vote électronique

Appel d'offres ouvert

25 IMT 042 AC

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services</p> <p><u>Objet</u> : Acquisition d'une solution de vote électronique</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Institut Mines-Télécom 19 place Marguerite Perey CS 20031 91123 - Palaiseau Cedex</p>
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Techniques de l'Information et de la Communication.</p>
	_____
	L'accord-cadre n'est pas alloti.
	<p>La durée de l'accord-cadre est de 36 mois.</p> <p>Le marché est reconductible. Le nombre de reconductions, ainsi que leurs conditions, sont précisés au sein du présent document.</p>
	Le marché est à prix unitaires .
	L'accord-cadre est révisable.
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

SOMMAIRE

PRÉAMBULE 5

PARTIES CONTRACTANTES	7
ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	8
ARTICLE 2. DURÉE	8
ARTICLE 3. ACCORD-CADRE	8
3.1. TYPE D'ACCORD-CADRE	8
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
ARTICLE 5. ASSURANCES	8
ARTICLE 6. INTERVENANTS	9
6.1. EQUIPE DU TITULAIRE	9
6.2. GARANTIE DE CONTINUITE DES PRESTATIONS	10
6.3. SOUS-TRAITANCE	11
6.4. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	11
ARTICLE 7. EMISSION DES BONS DE COMMANDE	12
ARTICLE 8. EVOLUTION DES COMPOSANTES ET DU SCRUTIN	12
ARTICLE 9. MISE À JOUR ET NOUVELLES VERSIONS DE LOGICIELS	13
ARTICLE 10. DOCUMENTATION TECHNIQUE	13
ARTICLE 11. MODALITES FINANCIERES	13
11.1. ETABLISSEMENT DU PRIX	13
11.2. EVOLUTION TARIFAIRE	13
11.3. CLAUSE DE SAUVEGARDE	14
11.4. FACTURATION	14
11.5. PAIEMENT DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 12. AVANCE	16
ARTICLE 13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	17
ARTICLE 14. ADMISSION	18
ARTICLE 15. GARANTIE	18
15.1. GARANTIE CONTRE LES TIERS	18
15.2. GARANTIE DE REMISE EN ETAT OU DE REMPLACEMENT	18
15.3. PROLONGATION DU DELAI DE GARANTIE	19
15.4. GARANTIE DE CONFORMITE DES LOGICIELS STANDARDS	19
15.5. LOGICIELS LIBRES	19
ARTICLE 16. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	19
16.1. DESCRIPTION DU TRAITEMENT	19
16.2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	20
16.3. SOUS-TRAITANTS ULTERIEURS	21
16.4. INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES ET EXERCICE DES DROITS	22
16.5. SORT DES DONNEES	22
16.6. DELEGUE(S) A LA PROTECTION DES DONNEES	22
16.7. REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT	22
16.8. OBLIGATIONS DE L'INSTITUT MINES-TELECOM VIS-A-VIS DU TITULAIRE	22
16.9. OBLIGATION DE SECURITE	23
16.10. UTILISATION DES RESULTATS	23
ARTICLE 17. CONFIDENTIALITÉ	23
17.1. CONFIDENTIALITE DES ECHANGES DANS LE CADRE DU MARCHÉ	23
17.2. CONFIDENTIALITE DU SYSTEME D'INFORMATION DE L'INSTITUT MINES-TELECOM	24
17.3. CONFIDENTIALITE DES RESULTATS, DES DONNEES ET DES DONNEES PERSONNELLES	24

17.4.	DISPOSITIONS COMMUNES	25
ARTICLE 18.	JUSTIFICATIFS SOCIAUX ET FISCAUX	26
ARTICLE 19.	MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE	26
ARTICLE 20.	PÉNALITÉS.....	27
20.1.	DEROGATIONS RELATIVES AUX PENALITES	27
20.2.	PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	27
20.3.	PENALITES POUR INDISPONIBILITE DU SYSTEME PENDANT LA DUREE DU SCRUTIN	27
20.4.	INDISPONIBILITE DE LA HOTLINE PENDANT LA DUREE DU SCRUTIN	28
20.5.	NON ETABLISSEMENT DES STATISTIQUES DEMANDEES	28
20.6.	NON ETABLISSEMENT DE PV CONFORMES AU CAHIER DES CHARGES	28
20.7.	NON RESPECT DU DELAI DE PRISE EN COMPTE DE LA MODIFICATION DES LISTES ELECTORALES	28
20.8.	PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS	28
20.9.	PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE	28
20.10.	PENALITES POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS D'EXECUTION	29
20.11.	PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	29
ARTICLE 21.	CAS DE RÉSILIATION	29
21.1.	RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE	29
21.2.	RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE.....	29
21.3.	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	29
21.4.	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL PAR L'IMT	30
21.5.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS DU TITULAIRE	31
ARTICLE 22.	MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE	31
22.1.	GENERALITES	31
22.2.	MODIFICATIONS MINEURES	31
22.3.	MODIFICATIONS MAJEURES	32
ARTICLE 23.	REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	32
ARTICLE 24.	LOI APPLICABLE - LITIGES	32
ARTICLE 25.	DÉROGATIONS AU CCAG.....	32

PREAMBULE

L'IMT **soutient l'innovation et le développement des entreprises**. Il forme pour l'économie près de **14 000 ingénieurs, managers et docteurs**. Il stimule la production de recherches créatrices de valeur : tous les ans, **50 brevets** sont déposés et près de **2000 publications de rang A** contribuent à la progression de la science. Enfin, il favorise l'entrepreneuriat et l'incubation de projets : chaque année, plus de **70 start-up** sortent des incubateurs de ses écoles.

Établissement public sous tutelle du ministère de l'Économie et des finances, le spectre thématique et territorial de l'IMT est large.

À l'écoute permanente du monde économique, il conjugue une légitimité académique forte et séculaire à une proximité concrète avec les entreprises. **Acteur majeur du croisement entre les sciences et les technologies du numérique et de l'ingénieur**, il est porteur d'une excellence reconnue sur les transformations numériques, environnementales et énergétiques, industrielles et éducatives qui traversent le XXI^e siècle.

L'IMT est actif au sein des alliances nationales de programmation de la recherche et membre fondateur de l'Alliance Industrie du Futur. Par ailleurs, la qualité et l'intensité de sa recherche partenariale sont reconnues par deux labels Instituts Carnot attribués dès 2006, renouvelés en 2011.

Le Groupe se compose actuellement de 8 Grandes Écoles d'ingénieurs et de management et d'une entité transverse (la Direction Générale de l'Institut) :

- **la Direction générale, située à Palaiseau**
- **Télécom Paris, située à Palaiseau**
- **IMT Atlantique, située à Nantes, Rennes et Brest**
- **IMT Nord Europe, située à Lille et Douai**
- **IMT Mines Albi, située à Albi**
- **IMT Mines Alès, située à Alès**
- **Institut Mines-Télécom Business School, située à Evry**
- **Mines Saint-Étienne, Située à Saint-Etienne et à Gardanne**
- **Télécom SudParis, Située à Evry et à Palaiseau.**

Les missions de l'Institut Mines-Télécom sont l'enseignement Supérieur, la recherche et l'innovation dans les domaines de l'ingénierie et du numérique. A ce titre, l'ensemble des écoles accueillent environ 14 000 étudiants (du niveau licence au doctorat), génèrent chaque année plus de 100 millions d'euros de contrats de recherche et contribuent sous diverses formes à la création d'une centaine de start-up. Les entités dans le champ du marché emploient environ 4 000 personnes.

Les écoles faisant partie du grand établissement dénommé Institut Mines-Télécom, ainsi que la Direction Générale de l'Institut Mines-Télécom sont dénommés ci-après « **entités utilisatrices** ». Ces dernières pour ce qui les concerne, signent leurs bons de commande et s'assurent de leur bonne exécution.

L'Institut Mines-Télécom est chargé de la coordination de la passation et de la procédure. Elle a également en charge le suivi opérationnel de l'exécution de l'accord-cadre.

PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est passé entre d'une part :

L'Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, sis 19 Place Marguerite Perey, CS 20031, 91123 Palaiseau cedex, représenté par Madame Cécile DUBARRY, Directrice générale,
ci-après désigné par l'« IMT », « l'Institut Mines-Télécom » ou l'« Acheteur »

Et d'autre part, **le titulaire**, dénommée ci-dessous le titulaire ou le prestataire

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Objet des services : Acquisition d'une solution de vote électronique.

Mise à disposition d'une solution de vote électronique pour le compte de l'Institut Mines-Télécom.

Le montant de commande du marché est limité à 350 000 € HT pour toute sa durée.

ARTICLE 2. DUREE

L'accord-cadre est passé pour une durée initiale de trois (3) ans à compter de sa date de notification.

Il peut être reconduit tacitement une (1) fois pour une période d'un (1) an à sa date anniversaire, sauf décision contraire de l'Institut Mines-Télécom au moins deux (2) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

ARTICLE 3. ACCORD-CADRE

3.1. Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1 (bordereau des prix unitaires)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe 1
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) (*)
- Le mémoire technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 5. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 6. INTERVENANTS

6.1. Equipe du titulaire

En complément de l'article 3.4.3 du CCAG TIC, le titulaire s'engage, à compter de la notification du présent marché, à affecter une équipe d'intervenants opérationnels pendant toute la durée d'exécution des prestations.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à faire bénéficier l'Institut Mines-Télécom de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine de chaque prestation objet du présent marché.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- Constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences de l'Institut Mines-Télécom telles que stipulées dans le CCTP,
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences,
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes le cas échéant en termes de nombre.
- Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution des prestations, des personnels homogènes par prestation, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouvent nommément désignées pour en assurer la conduite. Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'Institut Mines-Télécom et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Les membres de l'équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si l'Institut Mines-Télécom ne les récusé pas dans le délai d'un mois à compter de la date de début d'exécution. Si l'Institut Mines-Télécom récusé un ou plusieurs de ces profils, le titulaire dispose de 15 jours pour désigner un remplaçant et en informer l'Institut Mines-Télécom.

En cas d'absence répétée et injustifiée d'un des membres de l'équipe, ou en cas de non remplacement après récusation dans le délai de 15 jours visé ci-dessus, l'Institut Mines-Télécom se réserve la possibilité de recourir aux pénalités prévues à l'article 17 du présent CCAP.

Enfin, le titulaire sera seul responsable de son personnel intervenant dans le cadre du marché, qui demeure sous son contrôle et sa seule autorité hiérarchique. Le titulaire est tenu au respect des normes d'hygiène et de sécurité ainsi qu'à l'information complète de son personnel en ce qui concerne lesdites normes et les dites obligations visées dans le règlement intérieur applicable dans les locaux de l'Institut Mines-Télécom et/ou les autres lieux d'intervention.

En complément de l'article 3.4.3 du CCAG TIC, le titulaire s'engage, à compter de la notification du présent marché, à affecter une équipe d'intervenants opérationnels pendant toute la durée d'exécution des prestations.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à faire bénéficier l'Institut Mines-Télécom de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine de chaque prestation objet du présent marché.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- Constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences de l'Institut Mines-Télécom telles que stipulées dans le CCTP,
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences,
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes le cas échéant en termes de nombre.
- Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution des prestations, des personnels homogènes par prestation, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouvent nommément désignées pour en assurer la conduite. Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'Institut Mines-Télécom et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Les membres de l'équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si l'Institut Mines-Télécom ne les récusé pas dans le délai d'un mois à compter de la date de début d'exécution. Si l'Institut Mines-Télécom récusé un ou plusieurs de ces profils, le titulaire dispose de 15 jours pour désigner un remplaçant et en informer l'Institut Mines-Télécom.

En cas d'absence répétée et injustifiée d'un des membres de l'équipe, ou en cas de non remplacement après récusation dans le délai de 15 jours visé ci-dessus, l'Institut Mines-Télécom se réserve la possibilité de recourir aux pénalités prévues à l'article 20 du présent CCAP.

Enfin, le titulaire sera seul responsable de son personnel intervenant dans le cadre du marché, qui demeure sous son contrôle et sa seule autorité hiérarchique. Le titulaire est tenu au respect des normes d'hygiène et de sécurité ainsi qu'à l'information complète de son personnel en ce qui concerne lesdites normes et les dites obligations visées dans le règlement intérieur applicable dans les locaux de l'Institut Mines-Télécom et/ou les autres lieux d'intervention.

6.2. Garantie de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie ou congés de l'un des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations dans le cadre du marché, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualifications équivalentes.

Il s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

En cas de démission d'un membre du personnel du titulaire, et si le besoin est confirmé par l'Institut Mines-Télécom par courrier électronique, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la mise à niveau et le transfert de connaissance du nouvel entrant, et ce, sans engager de surcoût pour l'Institut Mines-Télécom et dans la limite de 10 jours ouvrés.

6.3. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

6.4. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

ARTICLE 7. EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Certaines commandes sont adressées au titulaire sans devis préalable, lorsque l'unité d'œuvre est clairement identifiée.

D'autres commandes font l'objet d'une proposition tenant lieu de devis préalable en réponse à un cahier des charges. Ce devis est exprimé en unité d'œuvre et motivé.

Le devis précise notamment les moyens que le titulaire compte mettre en œuvre.

Les unités d'œuvre concernées par les prestations sont celles identifiées au bordereau de prix unitaires.

Le titulaire doit adresser la proposition tenant lieu de devis par voie électronique dans un délai maximum de 7 jours ouvrés.

A réception de la proposition détaillée, le bon de commande est émis par l'entité utilisatrice sur la justification des unités d'œuvre proposées.

Dans tous les cas, le planning d'exécution est fourni par l'entité utilisatrice.

L'entité utilisatrice émettra des bons de commande successifs au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Plusieurs bons de commande peuvent être émis simultanément.

Pour l'exécution de chaque prestation, l'IMT adressera au prestataire un bon de commande mentionnant notamment :

- Le numéro et date du bon de commande
- La nature de la prestation commandée ;
- Le détail de la prestation commandée le cas échéant ;
- Les délais d'exécution ;
- Le prix HT et TTC de la prestation

L'Institut Mines-télécom pourra émettre et notifier des bons de commande au prestataire pendant toute la durée de validité du présent marché.

Les bons de commande seront exécutés par le prestataire jusqu'au terme indiqué, même si ce délai excède la durée de validité du marché, sans toutefois dépasser 3 mois à compter de la date de fin de marché.

ARTICLE 8. EVOLUTION DES COMPOSANTES ET DU SCRUTIN

Les composantes et services décrits, prescripteurs de bons de commande, au présent marché ne sont pas limitatifs.

Les élections et/ou scrutins mentionnés aux pièces du marché ne sont pas limitatifs.

Les conditions d'exécution et financières du marché s'appliquent aux élections et/ou scrutins non mentionnés aux pièces du marché.

ARTICLE 9. MISE A JOUR ET NOUVELLES VERSIONS DE LOGICIELS

Conformément à l'article 22.1 du CCAG TIC, les prestations comprenant la livraison de logiciels standards sous Licence libre, comprennent également, pendant la durée du marché, la livraison des mises à jour qui leur sont apportées ainsi que la livraison des nouvelles versions.

Le prix de ces mises à jour ou de ces nouvelles versions est inclus dans le prix du marché.

ARTICLE 10. DOCUMENTATION TECHNIQUE

Conformément à l'article 22.2 du CCAG TIC, le titulaire livre, avec chaque matériel ou chaque logiciel, une documentation technique en langue française indiquant les modalités de leur mise en fonction. Il en est de même à chaque livraison de mise à jour ou de nouvelle version de logiciel.

Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix du marché.

Cette documentation technique donne la composition et les caractéristiques du matériel ou du logiciel, ainsi que leurs procédures courantes d'utilisation. Elle doit être transmise au plus tard à la livraison du matériel, du logiciel, de chaque mise à jour ou nouvelle version le cas échéant.

ARTICLE 11. MODALITES FINANCIERES

11.1. Etablissement du prix

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées et livrées.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG TIC les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation, le transport, l'hébergement et la restauration du personnel du prestataire lors des déplacements qu'il effectuera dans le cadre du présent marché, mais également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Le paiement interviendra à l'issue de la réalisation de chaque bon de commande, après service fait attesté par la personne responsable de l'exécution de la prestation à l'Institut Mines-Télécom. Il concernera uniquement le bon de commande réceptionné.

Des acomptes seront versés au titulaire conformément aux articles R 2191-20 et suivants du Code de la commande publique. Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

11.2. Evolution tarifaire

Les prix sont fermes et définitifs pour la première année d'exécution du marché.

A l'issue de la première année d'exécution du marché, les prix sont révisables à date anniversaire de la notification de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$P_n = P_0 [0,15 + (0,85 \times \text{SYN}/\text{SYNo})]$$

Dans laquelle :

P0 = est le prix initial

Pn = est le prix révisé à la date de révision des prix

SYNo = est la dernière valeur connue de l'indice Syntec au mois Mo d'établissement des prix (date de remise des offres).

SYN = est la dernière valeur connue de l'indice Syntec à la date de la révision de prix

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN « Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA) ».

Le titulaire s'engage à communiquer par envoi électronique faisant date certaine, le bordereau de prix mis à jour ainsi que le détail des calculs justifiant l'augmentation ou la baisse de prix avec un préavis de **trente jours** minimum, avant la date prévue pour l'application des ajustements.

Les **tarifs révisés et les justificatifs** sont adressés par le titulaire à l'Institut Mines-Télécom, par courriel à l'adresse suivante :

dj@imt.fr ou par courrier à l'adresse suivante : Institut Mines-Télécom – Direction juridique – 19 place Marguerite Perey – CS20031 – 91123 Palaiseau Cedex ou via PLACE.

L'Institut Mines-Télécom dispose d'un délai de 20 jours calendaires, à compter de la date de réception du nouveau tarif pour l'accepter par courriel. A défaut, le nouveau tarif est réputé rejeté.

Si le titulaire omet de présenter son nouveau tarif dans un délai de 30 jours calendaires maximum avant sa date d'entrée d'application, la révision de prix ne pourra pas s'appliquer pour la période concernée et les prix en vigueur avant la date prévue pour la révision continueront de s'appliquer. Par ailleurs, il ne pourra pas y avoir de rattrapage sur la période suivante.

Les prix révisés s'appliquent pour tous les bons de commande notifiés après cette date.

11.3. Clause de sauvegarde

L'Institut Mines-Télécom admettra lors de la révision annuelle une augmentation maximale de 3 % des prix de chaque prestation.

Si les prix venaient à dépasser l'augmentation de 3 %, il serait fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix du marché.

11.4. Facturation

Le titulaire devra utiliser le système " CHORUS PRO ". Ce portail est accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour cette solution, il est nécessaire, préalablement à la saisie des factures, de s'être déclaré auprès de l'AIFE. Les modalités sont indiquées sur le portail à l'adresse précitée.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant :

- Direction générale de l'Institut Mines-Télécom : 180 092 025 000 154

- Télécom Paris : 180 092 025 00162
- Télécom SudParis : 18009202500055
- Services généraux de Télécom SudParis : 18009202500071
- IMT Mines Albi : 180 092 025 000 97
- IMT Mines Alès : 180 092 025 001 13
- Mines Saint-Étienne : 180 092 025 001 05
- Institut Mines-Télécom Business School : 180 092 025 000 63
- IMT Atlantique : 180 092 025 001 21
- IMT Nord Europe : 180 092 025 00139

Les éléments suivants sont nécessaires :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique CHORUS figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Les références du compte bancaire ou postal, *rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement* ;
- Le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- Le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.

Les factures sont adressées pour chaque entité avec le relevé correspondant, selon les modalités définies à l'article ci-après.

11.5. Paiement des prestations

Le service chargé du paiement pour la Direction générale de l'Institut Mines-Télécom, Télécom Paris et Institut Mines-Télécom Business School / Télécom SudParis est :

Agent comptable de l'Institut Mines-Télécom
19 Place Marguerite Perey
91123 Palaiseau Cedex

Le service chargé du paiement pour Mines Saint-Etienne, l'IMT Mines Alès et l'IMT Albi-Carmaux est :

Agent Comptable secondaire SUD
158 Cours Fauriel
F-42023 Saint-Etienne Cedex 2

Le service chargé du paiement pour l'IMT Atlantique est :

IMT Atlantique Campus de Nantes

Agent Comptable secondaire OUEST
4 rue Alfred Kastler
La Chantrierie
CS 20722
44307 NANTES cedex 3

Le service chargé du paiement pour l'IMT Nord Europe est :

Agent comptable secondaire NORD
941 rue Charles Bourseul
CS 10838
59508 DOUAI Cedex

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement sera effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique cette répartition.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Le mode de règlement est le virement administratif avec un délai maximum de paiement à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'entité utilisatrice. Ce délai expire à la date de règlement par le comptable public de l'entité utilisatrice.

Le dépassement de ce délai par l'entité utilisatrice ouvre de plein droit, au bénéfice du titulaire à des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 12. AVANCE

L'option A de l'article 11.1 du CCAG TIC étant applicable, sauf renonciation expresse du titulaire, une avance de 20 % est versée au titulaire ou à son sous-traitant admis au paiement direct, lorsqu'il est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du bon de commande est supérieur à deux mois.

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est de 5%.

Cette avance n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 80 % du montant forfaitaire au titre duquel est accordée cette avance.

Conformément aux dispositions de l'article R 2191-10 du code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

ARTICLE 13. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 46 du CCAG TIC, le Titulaire du marché concède, à titre non exclusif, à l'Institut Mines-Télécom, pour le monde entier, et jusqu'à la fin du marché, les droits d'usage de la licence pour l'utilisation du système de vote électronique.

Les droits patrimoniaux concédés comprennent :

- le droit d'utiliser le système de vote électronique seul ou en combinaison avec d'autres logiciels pour les besoins de l'activité de l'Institut Mines-Télécom et des Tiers désignés ;
- le droit d'effectuer des copies de sauvegarde ou de secours pour garantir la disponibilité et la continuité de l'utilisation du système de vote électronique.

La licence concédée est une licence qui ne pourra être utilisée que pour les besoins de l'Institut Mines-Télécom dans le cadre de ses élections. Le droit d'utilisation de la licence concédée est non exclusif et non cessible. L'Institut Mines-Télécom ne peut transmettre ou communiquer à des tiers, même à titre gratuit, le droit d'usage concédé par le présent marché. L'Institut Mines-Télécom s'engage à ce que son personnel et membres respectent ces obligations.

Le Titulaire déclare qu'il détient régulièrement tous les droits d'exploitation et de diffusion nécessaires à la mise en œuvre des Résultats – système de vote électronique objet du présent marché.

Néanmoins, l'Institut Mines-Télécom a la qualité de producteur de base de données. On entend par producteur, au sens de l'article L. 341-1 du code de la propriété intellectuelle, la personne qui prend l'initiative et le risque des investissements correspondants. De ce fait, indépendamment des droits d'auteur, l'Institut Mines-Télécom jouit d'un libre droit d'exploitation des Résultats - données contenus dans les Résultats - système de vote électronique et est détentrice des droits afférents à cette qualité.

Le montant de l'accord-cadre inclut la cession des droits prévus au présent article et au C.C.A.G.

ARTICLE 14. ADMISSION

Installation et mise en ordre de l'accord-cadre :

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel et des logiciels sont réalisées par le titulaire dans un délai de trente jours à compter de la date contractuelle de livraison sauf disposition contraire au sein du présent document. Le titulaire remet également un procès-verbal à l'acheteur tout en lui indiquant s'il sera présent aux opérations de vérification.

Décisions après vérifications :

Dans les 7 jours calendaires après la livraison des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

L'acheteur prononce dans les conditions de l'article 33 du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives soit une décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

ARTICLE 15. GARANTIE

15.1. Garantie contre les tiers

Le titulaire garantit l'Institut Mines-Télécom contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle dont il propose l'emploi pour l'exécution du marché.

15.2. Garantie de remise en état ou de remplacement

Conformément aux dispositions de l'article 36.1 du CCAG TIC, les prestations sont garanties contre les défauts pendant un délai de 1 an.

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG TIC, la garantie court à compter de la date de mise en service des prestations.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'Institut Mines-Télécom.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Si, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'Institut Mines-Télécom un préjudice, il peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est de 30 jours.

15.3. Prolongation du délai de garantie

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

15.4. Garantie de conformité des logiciels standards

Le titulaire garantit la conformité des logiciels standards aux spécifications prévues au présent CCAP et au CCTP.

A ce titre, pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement de son logiciel par rapport à ces spécifications.

Lorsque l'anomalie est constatée sur un logiciel standard dont le titulaire n'est pas l'éditeur, le titulaire met en œuvre les clauses de garantie prévues par l'éditeur du logiciel standard concerné qui sont préalablement portées à la connaissance du pouvoir adjudicateur. La correction est effectuée gratuitement. L'Institut Mines-Télécom établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par l'Institut Mines-Télécom.

15.5. Logiciels libres

Par dérogation au CCAG-TIC, son article 36.7 ne sera pas appliqué

ARTICLE 16. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer, pour le compte de l'Institut Mines-Télécom, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après et relatives audit accord-cadre.

« Données personnelles » : désigne les informations qui permettent d'identifier directement ou indirectement une personne physique.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « RGPD »), ainsi que la Loi du 6 janvier 1978 modifiée dite loi « Informatique et Libertés » (ci-après « LIL4 »).

16.1. Description du traitement

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'IMT les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La nature des opérations réalisées sur les données est :

- Implantation de données, jeux de données, documents, informations et fichiers informatiques et notamment les listes électorales, les bulletins de vote, les circulaires, les professions de foi ;
- Génération de données, jeux de données, documents, informations et fichiers informatiques et notamment les fichiers des électeurs, les listes d'émargement, les votes, les procès-verbaux des résultats ;
- Hébergement des données, jeux de données, documents, informations et fichiers informatiques, et notamment les urnes électroniques ;
- L'établissement du taux de participation.

Les finalités du traitement sont la réalisation des élections par voie électronique de l'Institut Mines-Télécom.

Les catégories de données à caractère personnel traitées sont celles mentionnées au CCTP, au CCAP ainsi que celles mentionnées dans le cadre des spécifications techniques et fonctionnelles.

Les catégories de personnes concernées sont les électeurs et les candidats.

16.2. Obligations du Titulaire

Le titulaire s'engage à :

- collecter et traiter les données à caractère personnel strictement nécessaires aux finalités et uniquement pour les finalités objet du présent contrat ;
- collecter et traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées de l'Institut Mines-Télécom figurant au présent marché.

Si le Titulaire considère qu'une instruction donnée dans le périmètre du contrat constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou de la LIL4, il en informe immédiatement l'Institut Mines-Télécom.

En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit français auquel il est soumis, il doit informer l'Institut Mines-Télécom de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le Titulaire s'engage également à :

- assurer un traitement loyal et licite des données à caractère personnel ;
- nommer, si la réglementation en vigueur l'exige, un Délégué à la Protection des données et à communiquer ses coordonnées à l'Institut Mines-Télécom ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité adéquates afin de protéger les données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé, notamment lorsque le traitement suppose la transmission de données par réseau, et contre toute autre forme illicite de traitement et elles assurent un niveau de sécurité adapté aux risques liés au traitement et à la nature des données à protéger, eu égard au niveau technologique et au coût de mise en œuvre ;
- s'appuyer sur une charte informatique incluant la sécurisation des serveurs (dispositif anti-intrusion, journalisation des accès, PCA, PRA, sécurisation des mails, ...), et ce en respectant les critères définis par l'ANSSI ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de l'accord-cadre s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de

confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

- communiquer la liste et les coordonnées de tous les lieux de stockage des données à caractère personnel ;
- ne pas utiliser les informations, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au contrat ;
- notifier, sans délai, à l'Institut Mines-Télécom toute violation de données à caractère personnel après en avoir pris connaissance. et par le moyen suivant : courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@imt.fr ;
- mettre à disposition de l'Institut Mines-Télécom la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Institut Mines-Télécom ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;
- collaborer avec l'Institut Mines-Télécom dans le cas d'une étude d'impact sur la vie privée.

Il s'engage notamment à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- ensemble des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel ;
- les moyens d'investiguer les traces en cas d'incident de sécurité, que ce soit physique ou distant

L'Institut Mines-Télécom se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

16.3. Sous-traitants ultérieurs

Le titulaire peut faire appel à un ou plusieurs sous-traitants (sous-traitants ultérieurs ou de 2ème niveau pour l'IMT) pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel spécifiques. Dans ce cas, il en informe préalablement et par écrit, l'Institut Mines-Télécom, y compris en cas de changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement de données à caractère personnel sous-traitées, l'identité et les coordonnées des sous-traitants, leurs lieux de stockage des données personnelles et les dates du contrat de sous-traitance.

Le titulaire est tenu de s'assurer de la mise en place du dispositif de mesures adéquates de sécurité et de protection des données chez ses sous-traitants et de transmettre ce dispositif à l'Institut Mines-Télécom.

Le titulaire est tenu de s'appuyer sur des clauses contractuelles types renforcées en cas de sous-traitance par un organisme établi en dehors de l'Union européenne.

L'Institut Mines-Télécom dispose d'un délai minimum de 15 jours calendaires à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'Institut Mines-Télécom n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est alors tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre, et notamment du présent article, pour le compte et selon les instructions de l'Institut Mines-Télécom. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et de la LIL4. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données à caractère personnel, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'Institut Mines-Télécom de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

16.4. Information des personnes concernées et exercice des droits

Il appartient à l'Institut Mines-Télécom de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement de leurs données à caractère personnel du présent contrat.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider l'Institut Mines-Télécom à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@imt.fr

16.5. Sort des données

Au terme des opérations de traitement de données à caractère personnel réalisées au titre du présent contrat, le titulaire s'engage à détruire, sans délai, toutes les données à caractère personnel, ainsi que toutes les copies existantes dans ses systèmes d'information. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

16.6. Délégué(s) à la protection des données

S'il en a désigné un, le titulaire communique à l'Institut Mines-Télécom et au Délégué à la protection des données de l'Institut Mines-Télécom le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

16.7. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Institut Mines-Télécom comprenant notamment :

- le nom et les coordonnées de l'Institut Mines-Télécom pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'Institut Mines-Télécom, et leurs finalités ;
- les acteurs concernés par lesdits traitements ;
- les données à caractère personnel collectées et traitées, leur durée de conservation ainsi que leurs destinataires,
- une description détaillée des mesures de sécurité juridiques, techniques et organisationnelles.

16.8. Obligations de l'Institut Mines-Télécom vis-à-vis du Titulaire

L'Institut Mines-Télécom a désigné un Délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpo@imt.fr

L'Institut Mines-Télécom s'engage à :

- fournir au titulaire les données à caractère personnel visées à l'article 17.1 du présent contrat ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données à caractère personnel par le titulaire ;
- superviser le traitement des données à caractère personnel, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

16.9. Obligation de sécurité

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre les mesures organisationnelles et techniques de nature à lutter contre la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou de l'accès non autorisé à de telles données, de manière accidentelle ou illicite.

À ce titre, le titulaire s'engage à transmettre à l'Institut Mines-Télécom la liste des mesures techniques et organisationnelles qu'il met en œuvre.

Cette liste doit être maintenue à jour et tenir compte des évolutions technologiques.

16.10. Utilisation des résultats

Le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Ces droits sont accordés à l'acheteur sans rémunération en dehors du prix du marché.

ARTICLE 17. CONFIDENTIALITE

17.1. Confidentialité des échanges dans le cadre du marché

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des connaissances antérieures, des informations et autres documents transmis par l'IMT au Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché par écrit, oralement ou électroniquement.

Le Titulaire s'engage naturellement à :

- traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
- garder les informations confidentielles et à ce qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles ;
- éviter que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution du marché ;
- au respect par ses salariés, et le cas échéant ses sous-traitants, de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

L'IMT pourra, quant à elle, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la communication des documents administratifs, communiquer certaines pièces du marché à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).
Préalablement à cette communication, l'IMT s'engage à expurger des dispositions contractuelles toutes informations relatives à la vie privée, au secret industriel et commercial.

17.2. Confidentialité du système d'information de l'Institut Mines-Télécom

Le Titulaire s'engage à ne pas rendre public ou divulguer à qui que ce soit sous forme écrite, orale, ou électronique les informations relevant du système d'information de l'Institut Mines-Télécom auxquels il a accès lors de l'exécution de sa prestation.

L'IMT interdit au Titulaire de délivrer via n'importe quel moyen de communication, toute information confidentielle relative au système d'information de l'Institut Mines-Télécom et spécialement toute information pouvant :

- Donner une indication sur l'architecture réseau, la configuration matérielle ou logicielle, les plateformes, les serveurs, etc... et toute composante des systèmes d'information et de communication ;
- Donner une indication sur les mécanismes de contrôle d'accès et de protection des systèmes d'information et des dispositifs de sécurité physique ou logique ;
- Donner une indication sur la politique sécuritaire, les programmes présents ou à venir, les budgets, ou toute autre information relevant des affaires internes de l'IMT utilisant le Logiciel et la Base de données ;
- Donner une indication sur tout type de faille organisationnelle ou technique décelée.

Et d'une façon générale, le Titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, codes sources et codes objets, études et décisions dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite, électronique ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers, à l'exception des obligations de reversement imposées dans le cadre de la Licence libre le cas échéant.

Durant et au terme de sa prestation, le Titulaire s'engage à ne pas divulguer ou à ne pas déposer dans des lieux non sécurisés tout document, quel que soit sa forme (papier, magnétique, électronique ou autre), portant des informations concernant l'IMT et le système d'information de l'IMT.

Il veillera à la fin de la prestation à détruire les documents de travail utilisés.

L'IMT se réserve le droit de vérifier le niveau de sécurité des endroits de stockage de documents relatifs à la prestation et ce à tout moment, même postérieur à celle-ci.

17.3. Confidentialité des Résultats, des Données et des données personnelles

Les Résultats, Données et données personnelles, manipulés par le Titulaire en provenance de l'IMT, du Logiciel et/ou de la Base de données lors de la réalisation des prestations sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Même anonymisés, ils doivent demeurer confidentiels.

Il en va de même pour les supports informatiques de ces Résultats, Données et données personnelles.

Le Titulaire se porte garant de l'intégrité et de la confidentialité des Résultats, Données et des données personnelles auxquels il aura accès et/ou qui lui seront confiés par l'IMT, le Logiciel et/ou la Base de données pour lui permettre de réaliser ses prestations.

L'ensemble des Résultats, Données et données personnelles gérées et générées par le Logiciel et/ou la Base de données sont la propriété de l'IMT et/ou de tiers et doivent faire l'objet d'un traitement garantissant leur confidentialité.

L'IMT est seul susceptible de décider de leur communication dans le respect des droits des tiers, des dispositions de la LIL4 et du RGPD, et des dispositions prévues au présent marché.

Le Titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre aucune copie des Résultats, Données et des données personnelles, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
 - ne pas utiliser les Résultats, Données et données personnelles à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
 - ne pas divulguer ces Résultats, Données et données personnelles à d'autres personnes que celles spécifiées au présent marché ou sur instruction de l'IMT, et dans un autre pas de temps et/ou à d'autres fins que ceux spécifiés au présent marché, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
 - prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des Résultats, Données et données personnelles en cours d'exécution du présent marché ;
 - prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des Résultats, Données et données personnelles tout au long de la durée du présent marché ;
- et en fin de marché à :
- restituer intégralement les Résultats, Données et données personnelles à l'IMT et/ou à la structure désignée par l'IMT ; la restitution devant s'accompagner de la destruction par le Titulaire de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les Résultats, Données et données personnelles de façon définitive et sécurisée et en attester par courrier adressé à l'IMT. L'IMT se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'elle aura préalablement agréé.

L'IMT pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur de Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

17.4. Dispositions communes

Les obligations de confidentialité se maintiennent pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme.

Le Titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer les mêmes obligations. Il prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

Le Titulaire s'interdit de se prévaloir, du fait de la communication de ces informations confidentielles d'une quelconque cession, concession de licence ou d'un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini par le Code de la propriété intellectuelle, sur celles-ci.

ARTICLE 18. JUSTIFICATIFS SOCIAUX ET FISCAUX

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Institut Mines-Télécom, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'Institut Mines-Télécom pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Si les documents ne sont pas fournis, après mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger doit respecter les prescriptions de l'article D. 8222-7 et D.8222-8 du Code du travail en fournissant tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les justificatifs qui y sont énumérés.

ARTICLE 19. MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier l'accord-cadre dans les conditions de l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

En application de l'art. R2194-1 du code de la commande publique, les clauses de réexamen pourront concerner :

- La prise en compte de l'évolution réglementaire en matière d'élections par internet,
- L'ajouts, suppressions, modification du contenu des unités d'oeuvre du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre,

En cours d'exécution de l'accord-cadre, si l'ajout, la suppression ou la modification du contenu des unités d'oeuvre du BPU s'avère nécessaire, un nouveau BPU peut être substitué, sous réserve que cette modification ne concerne pas plus de 30 % des références du bordereau initial, pour la totalité de l'accord-cadre. Cette modification est mise en oeuvre par avenant.

- L'ajout de prestations non analogues aux prestations existantes

Lorsque la réglementation ou la sécurité nécessite l'ajout d'une prestation non-analogue aux prestations existantes, mais en lien direct avec l'objet de l'accord-cadre, les parties peuvent convenir de l'ajout de cette prestation dans le BPU. Cet ajout est matérialisé par un avenant.

En tout état de cause, cette modification ne peut avoir pour effet de bouleverser l'économie générale de l'accord-cadre ni en changer l'objet.

- La modification du montant maximum

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum peut faire l'objet d'une augmentation jusqu'à 30 %. Cette modification fait l'objet d'un avenant.

- La modification exceptionnelle des prix

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cadre de la clause de réexamen, il pourra être intégrée une variation exceptionnelle des prix prenant en considération une modification des conditions économiques particulières influant sur le coût des prestations. Pour mettre en oeuvre cette possibilité, le titulaire doit fournir à l'acheteur un dossier justificatif permettant d'établir la variation exceptionnelle des prix et la nécessité de revoir temporairement la formule de révision des prix et sa périodicité.

Si les éléments fournis sont suffisants et acceptés par l'acheteur, la mise en oeuvre de cette modification donne lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 20. PENALITES

20.1. Dérogations relatives aux pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, les pénalités applicables sont celles listées ci-après.

Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

En cas de manquement dans l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC, une pénalité forfaitaire dont le montant est défini ci-après HT, par jour ouvré de retard.

Le montant maximum au titre des pénalités ne peut pas dépasser 50% du montant du marché exécuté.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit l'Institut Mines-Télécom dans les plus brefs délais par un courrier motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Les pénalités seront directement imputées sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'Institut Mines-Télécom.

20.2. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard dans la remise des livrables, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG TIC, le montant maximum au titre des pénalités de retard ne peut pas dépasser 60% du montant commandé.

20.3. Pénalités pour Indisponibilité du système pendant la durée du scrutin

En cas d'indisponibilité du système de vote pendant la durée du scrutin ; le titulaire encourt une pénalité de 200 euros par heure d'indisponibilité du système de vote.

Tout logiciel figurant au marché est tenu pour indisponible lorsque l'usage en est rendu impossible, en raison d'un défaut de fonctionnement constaté par l'acheteur. L'indisponibilité s'applique à la dernière version mise en œuvre par l'acheteur.

20.4. Indisponibilité de la hotline pendant la durée du scrutin

En cas d'indisponibilité de la hotline pendant la durée du scrutin, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros par heure ouvrée d'indisponibilité.

20.5. Non établissement des statistiques demandées

La pénalité est de 200 euros par jour ouvré de retard à partir du dépouillement. Elle prendra fin dans un délai de 15 jours après le dépouillement.

20.6. Non établissement de PV conformes au cahier des charges

En cas de non établissement de PV conformes au cahier des charges, le titulaire encourt une pénalité de 200 euros par jour ouvré de retard à l'issue du dépouillement jusqu'à l'obtention d'un PV conforme.

20.7. Non respect du délai de prise en compte de la modification des listes électorales

Le prestataire dispose d'un délai de 24 heures.

En cas de non prise en compte de la modification dans le délai imposé ci-dessus, le titulaire encourt sans mise en demeure, une pénalité de 500 € par jour de retard.

20.8. Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence non justifiée à une réunion organisée, le titulaire encourt une pénalité de 80 € par absence constatée.

20.9. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à aux articles 17 et 18 du présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 10% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 20% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

20.10. Pénalités pour non-respect des conditions d'exécution

En dehors des manquements énumérés ci-avant, pour tout autre manquement aux obligations contractuelles prévues dans le présent marché, le prestataire sera redevable sans mise en demeure préalable d'une pénalité de 100 € par jour et par manquement constaté.

20.11. Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, l'Institut Mines-Télécom, informée par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'Institut Mines-Télécom la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai de deux mois, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour ouvré de retard.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'Institut Mines-Télécom peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire.

ARTICLE 21. CAS DE RESILIATION

21.1. Résiliation pour évènements extérieurs au marché

La décision de résiliation est prononcée dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG/TIC.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG/TIC. Ce décompte une fois arrêté par L'Institut Mines-Télécom est ensuite notifié au titulaire.

21.2. Résiliation pour évènements liés au marché

Le marché pourra être résilié par l'IMT ou à la demande du titulaire dans les cas prévus à l'article 49 du CCAG/TIC.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 52.2 du CCAG/TIC. Ce décompte une fois arrêté par l'IMT est ensuite notifié au titulaire.

21.3. Résiliation pour faute du titulaire

Le marché pourra être résilié par l'IMT dans les cas prévus à l'article 50 du CCAG/TIC, ou en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect d'une ou de plusieurs prescriptions du marché.

En complément de l'article 50 du CCAG TIC, en cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation pour faute du titulaire.

L'Institut Mines-Télécom se réserve également le droit de demander au titulaire le remplacement du personnel affecté à la réalisation du marché. Le refus ou l'impossibilité de se soumettre à cette injonction peut entraîner la résiliation du marché.

L'accord-cadre pourra également être résilié de plein droit par l'Institut Mines-Télécom, aux torts exclusifs du titulaire, lorsque le cumul des pénalités depuis le début de l'exercice en cours représente un montant supérieur à 50 % du montant du marché exécuté.

En complément de l'article 50.2 du CCAG TIC, l'Institut Mines-Télécom signale les défaillances au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a 15 jours pour présenter ses observations, ainsi que les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Passé ce délai ou si l'Institut Mines-Télécom constate que, malgré son avertissement, le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, le marché peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG/TIC. Ce décompte une fois arrêté par l'Institut Mines-Télécom est ensuite notifié au titulaire.

21.4. Résiliation pour motif d'intérêt général par l'IMT

L'Institut Mines-Télécom peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot concerné avant l'achèvement de celles-ci. La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception.

A tout moment l'IMT peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC, lorsque l'IMT résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation égale à deux pour cent (2 %) du montant hors taxe des paiements effectivement reçus l'année de la résiliation par le titulaire au titre du présent accord-cadre.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

A défaut d'accord entre les parties dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, il est alors fait application des dispositions de l'article R. 2191-31 du code de la commande publique.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG/TIC. Ce décompte une fois arrêté par l'Institut Mines-Télécom est ensuite notifié au titulaire.

21.5. Exécution de la prestation aux frais du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG/TIC, en cas d'inexécution des prestations par le titulaire ou de résiliation du lot à ses torts, l'Institut Mines-Télécom peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de marché par le tiers désigné par l'Institut Mines-Télécom.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 22. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE

22.1. Généralités

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance des représentants de l'Institut Mines-Télécom à l'adresse suivante : dj@imt.fr

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc...)

22.2. Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant. Elles doivent néanmoins être communiquées à l'Institut Mines-Télécom dans les plus brefs délais, afin d'être intégrées, le cas échéant dans l'outil de gestion de ce dernier à l'adresse suivante : dj@imt.fr

22.3. Modifications majeures

Sont considérés comme majeurs tous projets de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et tous projets de cession de l'accord-cadre. Le titulaire produit les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé à l'adresse suivante : dj@imt.fr

ARTICLE 23. REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique, en cas de jugement instituant un redressement judiciaire ou une liquidation judiciaire du titulaire, ce jugement est notifié immédiatement à l'Institut Mines-Télécom. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le cas échéant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions législatives, réglementaires et contractuelles qui s'appliquent.

ARTICLE 24. LOI APPLICABLE - LITIGES

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG des marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication.

En cas de litige, les coordonnées de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Versailles

Tél. : 01 39 20 54 00

Fax : 01 39 20 54 87

Email : greffe.ta-versailles@juradm.fr

ARTICLE 25. DEROGATIONS AU CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG TIC, les dérogations qui ne seraient pas listées au présent article n'en demeurent pas moins applicables.

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG TIC :

- A l'article 4.1 relatif aux pièces contractuelles
- A l'article 14 relatif aux pénalités.
- A l'article 36.1 relatif à la garantie
- A l'article 36.7 relatif aux logiciels libres
- à l'article 51 relatif à la résiliation pour motif d'intérêt général.